

- 2) Contrôle rigoureux de la productivité du travail -
- Contraction de personnel en particulier à la SNCF ou la RATP ...
 - Abandon d'un certain laxisme dans la politique du personnel : le "coulage" sera sanctionné par un licenciement ou par une évolution de la promotion "à petite vitesse"
 - Diminution des marges de sécurité pour le personnel (SN CF ...)

3) En contrepartie, une politique des salaires qui tendrait à diminuer l'écart entre secteur public et secteur privé, en accentuant la hiérarchie :

- Il est très prévisible que l'un des moyens de la politique de rationalisation de la politique de l'emploi dans le secteur public, passe par un effort d'intéressement des travailleurs à la productivité, ce qui conduit à la hiérarchisation des augmentations de salaires selon l'effort individuel, ce qui accroîtrait encore la disparité des salaires (cf "Le Monde économique - 2/5/70). Cette mesure prendrait tout son sens dans les débats actuels sur la hiérarchisation des augmentations de salaires.

Dans ce contexte, il est indispensable que les travailleurs du secteur public défendent pied à pied tous les avantages relatifs à leur statut, et proposent un corps de revendications qui fasse échec à ce que l'Etat est susceptible, dans son intérêt, de leur accorder.

- défense prioritaire de la stabilité de l'emploi : (avec les conséquences sur le régime de retraite)
Lutte pour la titularisation de tous les travailleurs non stabilisés, pour les étrangers; (la CGT avance déjà cette revendication de titularisation dans les administrations)
- des augmentations de salaires égales pour tous
- formation professionnelle pour tous les travailleurs débauchés pour cause de rationalisation.

Ces revendications ne sont pas nouvelles en soi, mais on doit s'attendre à en retrouver la particulière acuité dans le secteur public : les travailleurs n'ont pas à faire les frais, encore moins à adapter leurs revendications, aux réformes de structures ou aux difficultés conjoncturelles de la bourgeoisie.

* Sur l'ensemble des consommateurs

La politique de "Vérité des prix" prônée comme garant de l'allocation optimale des facteurs conduira à des hausse des tarifs publics, comme le prouve les récentes hausses à la SNCF, à la RATP...

Dans ces conditions, comme d'autre part le choix de l'ouverture sur la compétitivité internationale exclut la poursuite "des objectifs sociaux" de l'Etat, les consommateurs subiront la répercussion de ces élévations de tarifs, sans que la politique de redistribution - par l'impôt progressif et sur les prestations sociales - ne vienne corriger cette diminution absolue de revenus : Malgré l'article de JJ Branchu sur la comparaison internationale des charges qui pèsent sur les entreprises, le patronat a orchestré une campagne sur la lourdeur de ses coûts sociaux, qui a porté ses fruits :